

ORGANISATION MONDIALE DE LA PROPRIETE INTELLECTUELLE



DEMANDE INTERNATIONALE PUBLIEE EN VERTU DU TRAITE DE COOPERATION EN MATIERE DE BREVETS (PCT)

(51) Classification internationale des brevets 6:
H04M 17/00, 17/02, G07F 7/10

(11) Numéro de publication internationale: WO 99/49646

(43) Date de publication internationale: 30 septembre 1999 (30.09.99)

(21) Numéro de la demande internationale: PCT/FR99/00292

(22) Date de dépôt international: 10 février 1999 (10.02.99)

(30) Données relatives à la priorité: 98/03483 20 mars 1998 (20.03.98) FR

(71) Déposant (pour tous les Etats désignés sauf US): GEM-PLUS S.C.A. [FR/FR]; Avenue du Pic de Bertagne, Parc d'Activités de Gémenos, F-13881 Gémenos Cedex (FR).

(72) Inventeurs; et

(75) Inventeurs/Déposants (US seulement): KOCH-HOURRIEZ,
Carole-Audrey [FR/SG]; 11A Belmont Road, Singapore
269858 (SG). PAULIAC, Mireille [FR/FR]; Résidence Clair
Soleil, Bâtiment B, Traverse des Aubes, F-13400 Aubagne
(FR). BANCHELIN, Xavier [FR/FR]; 123, chemin des
Amaryllis, F-13012 Marseille (FR).

(74) Mandataire: NONNENMACHER, Bernard; Gemplus S.C.A., Avenue du Pic de Bertagne, Parc d'activités de Gémenos, F-13881 Gémenos Cedex (FR). (81) Etats désignés: AU, BR, CA, CN, IN, JP, KR, MX, RU, SG, US, VN, brevet européen (AT, BE, CH, CY, DE, DK, ES, FI, FR, GB, GR, IE, IT, LU, MC, NL, PT, SE).

Publiée

Avec rapport de recherche internationale.

(54) Title: METHOD FOR SECURELY MANAGING A UNITS COUNTER AND SECURITY MODULE IMPLEMENTING SAID METHOD.—

(54) Titre: PROCEDE DE GESTION SECURISEE D'UN COMPTEUR D'UNITES ET MODULE DE SECURITE METTANT EN OEUVRE LE PROCEDE

(57) Abstract

The invention concerns a method for securely managing a units counter in an electrically programmable and erasable memory, whereby a number of units consumed by users is recorded by means of a counter, consisting in breaking down the units counter into at least two memory zones (A, B), one first zone (A) wherein a bit is stored per unit consumed and a second zone (B) wherein the value corresponding to the accumulation of bits consumed is stored, the second zone being only updated when the number of units consumed exceeds or reaches the number of non-stored bits in the first zone. The invention is applicable to security modules provided in telephone terminals.

(57) Abrégé

L'invention concerne un procédé de gestion sécurisée d'un compteur d'unités dans une mémoire programmable et effaçable électriquement, selon lequel on enregistre un nombre d'unités consommées par des utilisateurs au moyen du compteur, consistant à décomposer le compteur d'unités en au moins deux zones mémoires (A, B), une première zone (A) dans laquelle on grille un bit par unité consommée et une deuxième zone (B) dans laquelle on mémorise la valeur

Début (cycle) / START (CYCLE) Vérification étât du compteur Vérification de C2 Vérification de C1 ^B Lecture de zone A C 30 NO VES L≥n Non Oui Mémoriser L _D Mémoriser n bits dans A E Bits dans A Fin(cycle) Mise à jour de B END (CYCLE) (Valeur courante+VA+(n-L) A...VERIFYING COUNTER STATUS Effacer zone A B...VERIFYING C1 VERIFYING C2 C...READING ZONE Fin (cycle) ...STORE L BITS IN A ...STORE n BITS IN A END (CYCLE) ..UPDATING B (CURRENT VALUE + VA + (n-L) ERASE ZONE A

correspondant au cumul d'unités consommées, la deuxième zone n'étant mise à jour que lorsque le nombre d'unités consommées dépasse ou atteint le nombre de bits non grillé dans la première zone. Application aux modules de sécurité placés dans des terminaux téléphoniques.

UNIQUEMENT A TITRE D'INFORMATION

Codes utilisés pour identifier les Etats parties au PCT, sur les pages de couverture des brochures publiant des demandes internationales en vertu du PCT.

AL	Albanie	ES	Espagne	LS	Lesotho	SI	Slovénic
AM	Arménie	FI	Finlande	LT	Lituanie	SK	Slovaquie
AT	Autriche	FR	France	LU	Luxembourg	SN	Sénégal
AU	Australie	GA	Gabon	LV	Lettonie	SZ	Swaziland
AZ	Azerbaïdjan	GB	Royaume-Uni	MC	Monaco	TD	Tchad
BA	Bosnie-Herzégovine	GE	Géorgie	MD	République de Moldova	TG	Togo
BB	Barbade	GH	Ghana	MG	Madagascar	TJ	Tadjikistan
BE	Belgique	GN	Guinée	MK	Ex-République yougoslave	TM	Turkménistan
BF	Burkina Faso	GR	Grèce		de Macédoine	TR	Turquie
BG	Bulgarie	HU	Hongrie	ML	Mali	TT	Trinité-et-Tobago
BJ	Bénin	IE	Irlande	MN	Mongolie	UA	Ukraine
BR	Brésil	IL	Israël	MR	Mauritanie	UG	Ouganda
BY	Bélarus	IS	Islande	MW	Malawi	US	Etats-Unis d'Amérique
CA	Canada	IT	Italie	MX	Mexique	UZ	Ouzbékistan
CF	République centrafricaine	JР	Japon	NE	Niger	VN	Viet Nam
CG	Congo	KE	Kenya	NL	Pays-Bas	YU	Yougoslavie
CH	Suisse	KG	Kirghizistan	NO	Norvège	zw	Zimbabwe
CI	Côte d'Ivoire	KP	République populaire	NZ	Nouvelle-Zélande		
CM	Cameroun		démocratique de Corée	PL	Pologne		
CN	Chine	KR	République de Corée	PT	Portugal		
CU	Cuba	KZ	Kazakstan	RO	Roumanie		
CZ	République tchèque	LC	Sainte-Lucie	RU	Fédération de Russie		
DE	Allemagne	LI	Liechtenstein	SD	Soudan		
DK	Danemark	LK	Sri Lanka	SE	Suède		
EE	Estonie	LR	Libéria	SG	Singapour		

PROCEDE DE GESTION SECURISEE D'UN COMPTEUR D'UNITES ET MODULE DE SECURITE METTANT EN OEUVRE LE PROCEDE

La présente invention a pour objet un procédé de gestion sécurisée d'un compteur d'unités implanté en mémoire, notamment d'une carte à puce en relation avec un terminal. Elle pourrait néanmoins s'appliquer à tout autre type de mémoire.

5

10

15

20

25

30

L'invention est particulièrement utile quand il s'agit de compter un très grand nombre d'unités tout en préservant la capacité de mémorisation de la mémoire.

De part la technologie employée par les fabricants de mémoire non volatiles effaçables et programmables électriquement (par exemple EEPROM), la faculté de mémorisation de la mémoire (aptitude à être mise à jour) est limitée dans le temps.

Les fabricants garantissent le bon comportement de la mémoire pour un nombre limité de mises à jour de la mémoire (une mise à jour comprend une opération d'effacement suivi d'une programmation ou écriture). Au delà, la mémoire risque de ne plus être effacée correctement ou être programmée correctement.

En moyenne, le nombre de mises à jour garanti par les fabricants de mémoire est de l'ordre de 100 000 par mémoire. Dans le cas d'un emplacement d'unités, le problème consistant à préserver la faculté mémorisation dudit d'autant compteur est difficile à résoudre que le nombre d'unités à compter est grand et que la fréquence de mise à jour compteur est importante.

L'invention sera particulièrement décrite dans le cas d'une application à carte à puce dans le domaine de la publiphonie.

Il est connu dans le domaine de la carte à puce, qu'une transaction entre un terminal et un porte-

monnaie électronique externe est organisée autour d'un module de sécurité (MS) comprenant un microprocesseur. Le module est généralement intégré au terminal.

Le rôle d'un module de sécurité est notamment de veiller à la vérification de l'authentification des électroniques externes porte-monnaie cartes terminal. Dans le cadre de la publiphonie, la carte à télécarte (non porte-monnaie est une rechargeable), le terminal est un publiphone (ou cabine téléphonique) et le module de sécurité peut être luimême par exemple être une carte à puce implantée dans le terminal.

5

10

15

20

25

30

On peut noter que le jeu de commandes du composant dudit module de sécurité s'appelle "système d'exploitation".

L'utilisation d'un module de sécurité permet de donner à l'exploitant d'un publiphone les moyens d'authentifier les télécartes qui sont insérées par les clients porteurs desdites télécartes. Ainsi les cartes frauduleuses sont rejetées.

En plus des fonctions d'authentification, le module propose à l'exploitant d'un publiphone de gérer de manière sécurisée un compteur d'unités qui enregistre différents consommées les les unités par toutes titulaires de cartes à pré-paiement ou de télécartes communications téléphoniques passées les durant partir dudit publiphone.

Cette fonctionnalité ouvre la voie à des solutions multi-opérateurs où l'émetteur des télécartes (opérateur) ne serait pas l'exploitant unique du publiphone. Pour cela, il est prévu de disposer au sein de la mémoire du module de sécurité implanté dans chaque publiphone, d'un compteur d'unités dédié à chaque opérateur.

Toujours dans le cadre de la publiphonie, un tel compteur doit pouvoir mémoriser plus de 16 millions d'unités ce qui correspond à un maximum d'unités téléphoniques susceptibles d'être enregistrées sur des lieux publics très fréquentés (aéroports) pour des mesures effectuées sur la durée de vie moyenne des compteurs d'un publiphone (environs 3 ans).

5

10

15

20

25

30

La mise à jour dudit compteur peut en outre être exigée à plusieurs reprises durant une communication téléphonique.

autant d'unités à l'aide mémoriser Pour compteurs de l'art antérieur il faudrait utiliser une mémoire de 24 bits. Toutefois dans ce cas le nombre de mises à jour excéderait la capacité de mémorisation de solution n'est donc pas mémoire. Cette cette envisageable.

Dans l'invention, on a prévu de remédier à ce problème en décomposant le compteur d'unités en au moins deux zones principales.

La première zone mémoire du compteur (zone A) est considérée comme un champ de bits. A chaque bit mémorisé ou "grillé" ou "écrit" ou "allumé" correspond une unité de communication consommée. On parle également de "jeton" pour caractériser un bit mémorisé de la zone A.

Une seconde zone mémoire (zone B) plus restreinte dont la taille permet de coder la valeur maximale du nombre d'unités à mémoriser.

Ces zones mémoires sont des zones mémoire d'une mémoire non volatile programmable électriquement et effaçable électriquement.

S'agissant de la zone A et sans rentrer dans la technologie de programmation des mémoires, un emplacement mémoire sera considéré indisponible lorsque

un bit y sera mémorisé. On parlera dans la suite de manière indifférente de bit mémorisé ou de "bit allumé" ou de "bit grillé" ou de bit écrit pour signifier que les emplacements mémoire sont indisponibles et de bit éteint ou non grillés pour signifier que les emplacements sont disponibles (libres).

5

10

15

20

25

30

Par convention, on considérera qu'un bit est allumé lorsque son état logique est égal à 1, et qu'un bit est éteint lorsque son état logique est égal à 0.

Un bit allumé ne sera rendu disponible (éteint) qu'au prochain effacement de toute la zone A (extinction de tous les bits la composant).

L'invention a donc plus particulièrement pour objet un procédé de gestion sécurisée d'un compteur d'unités dans une mémoire programmable électriquement, lequel on enregistre un nombre d'unités consommées par des utilisateurs au moyen du compteur, principalement qu'il consiste à décomposer caractérisé en ce compteur d'unités en au moins deux zones mémoires (A, B), une première zone (A) dans laquelle on mémorise au moins un bit par au moins une unité consommée et une deuxième zone (B) dans laquelle on mémorise la valeur correspondant au cumul d'unités consommées, la deuxième zone n'étant mise à jour que lorsque le nombre d'unités consommées dépasse ou atteint le nombre de bit non mémorisé de la première zone.

Les unités consommées sont enregistrées dans la première zone de manière cyclique.

Un cycle correspond à une séquence d'allumage du premier bit de la première zone (A) vers le dernier. Il prend fin lorsque tous les bits ont été allumés.

Une opération d'enregistrement de n unités consommées comprend les étapes suivantes :

- lecture du contenu de la première zone et comparaison du nombre de bits non mémorisés au nombre d'unités consommées à enregistrer,

- si ce nombre de bits non mémorisés est supérieur ou égal au nombre d'unités à enregistrer, on mémorise les bits à enregistrer dans ladite zone,

5

10

15

20

25

30

- si ce nombre est inférieur, on mémorise ce nombre de bits dans la première zone et on enregistre les unités restantes dans la deuxième zone en effectuant une opération de mise à jour de cette zone et la première zone est effacée.

Une opération de mise à jour de la deuxième zone (B) comprend une étape d'écriture dans cette zone d'une nouvelle valeur de compteur codée égale à la valeur courante à laquelle on ajoute le nombre de bits grillés de la première zone (A) et les unités restantes consommées à mémoriser.

La mise à jour de la deuxième zone comprend une étape préalable d'enregistrement d'une information témoin signifiant qu'une mise à jour est en cours, puis lorsque la mise à jour est terminée, la mise à jour consiste à effacer la première zone (A) et à effacer l'information témoin.

Pour améliorer la sécurité le compteur d'unité comporte une zone de sauvegarde (SB) de la deuxième zone (B) et ces deux zones comportent chacune un champs pour l'enregistrement d'un code de redondance (CR, SCR) pour la vérification de l'intégrité du contenu de ces deux zones.

Une opération d'enregistrement de n unités consommées comprend en outre une étape préalable de vérification de l'état du compteur comprenant les opérations suivantes :

- vérification de l'absence de l'information témoin d'une mise à jour en cours :

- dans le cas où l'information témoin est bien absente :
- vérification de la validité des champs contenant les codes de redondances :

5

10

25

30

- . dans le cas où les champs sont valides :
 - enregistrement des n unités;
- . dans le cas où les champs ne sont pas valides :
 - détection d'un défaut et arrêt du compteur,.
- dans le cas où l'information témoin est présente:
- activation de l'opération de recouvrement pour rétablir l'intégrité des contenus du compteur.

Une opération de mise à jour de la deuxième zone comporte alors les étapes suivantes:

- enregistrement de l'information témoin,
- o recopie dans la zone de sauvegarde (SB) de la valeur du compteur codée de la deuxième zone (B),
 - enregistrement de la nouvelle valeur du compteur codée dans la deuxième zone (B),
 - effacement de la première zone (A),
 - effacement de l'information témoin.

L'opération de recouvrement consiste à déterminer à quelle étape s'est produite l'anomalie (une coupure de courant), puis à opérer selon le cas déterminé, les étapes de mise à jour de la zone de sauvegarde (SB) et/ou de la deuxième zone (B) et/ou de la première zone.

Avantageusement, la détermination de l'étape à laquelle s'est produite l'anomalie consiste à lire le contenu de chacune des zones pour savoir si l'anomalie

s'est produite pendant la mise à jour de la zone de sauvegarde (SB) cas 1, pendant la mise à jour de la deuxième zone (B) cas 2, pendant l'effacement de la première zone (A) cas 3, entre la mise à jour de la deuxième zone (B) et la zone de sauvegarde (SB) cas 4, après la mise à jour de ces deux zones cas 5.

De façon pratique, le recouvrement consiste dans le cas 1 à :

- recopier la valeur contenue dans la deuxième zone 10 (B) dans la zone de sauvegarde (SB),
 - deuxième zone en à jour la - mettre qui égale nouvelle valeur est enregistrant la l'ancienne à laquelle on ajoute le contenu de la première zone (A),
 - effacer la première zone (A),
 - effacer l'information témoin (C2);

dans le cas 2 à :

5

15

20

25

30

- recopier dans la deuxième zone (B) la valeur contenue dans la zone de sauvegarde (SB) en rajoutant la valeur contenue dans la première zone (A),
 - effacer la première zone (A),
 - effacer l'information témoin (C2) ;

dans le cas 3 à :

- effacer le contenu de la première zone (A),
- effacer l'information témoin (C2);

dans le cas 4 à :

- mettre en oeuvre les étapes selon le cas 2 ;

dans le cas 5 à :

- mettre en oeuvre les étapes selon le cas 3.

Avantageusement le procédé comprend en outre une étape d'enregistrement d'une information significative d'une défaillance en lecture ou en écriture de la première zone (A) désactivant ladite zone lorsqu'il n'a pas été possible de lire ou d'écrire dans cette zone,

et une étape de lecture de cette information à chaque nouveau cycle, les unités consommées étant alors directement enregistrées de manière codée par une opération de mise à jour de la deuxième zone (B).

L'information témoin (C2) d'une mise à jour en cours et l'information significative d'une défaillance (C1) en lecture et en écriture de la première zone sont enregistrées dans une troisième zone (C) dudit compteur.

L'invention concerne également un module de sécurité mettant en oeuvre le procédé conforme à l'invention.

5

15

20

25

30

Un tel module pourra être implanté dans un terminal gérant des unités consommées par les utilisateur du terminal, il pourra s'agir notamment d'un terminal de téléphonie.

D'autres particularités et avantages de l'invention apparaîtront à la lecture de la description qui est faite ci-après et qui est donnée à titre d'exemple non limitatif en regard des dessins annexés sur lesquels:

- la figure 1, représente de façon schématique le compteur d'unités selon l'invention ;
- la figure 2A, représente les étapes d'enregistrement de n unités selon le procédé de l'invention ;
- la figure 2B, représente l'étape préalable de vérification 10 de la figure 2A;
- la figure 3, représente les étapes d'enregistrement des unités dans la deuxième zone (mise à jour) selon un mode préféré de réalisation ;
- la figure 4, représente les étapes du mécanisme de recouvrement;
- la figure 5, illustre une variante dans le procédé conforme à l'invention.

Le procédé décrit dans la suite concerne un compteur protégé contre la fraude (l'intrusion, la falsification). Le procédé prévoit que lorsque le compteur est saturé, ce dernier s'arrête et en informe l'application qui l'utilise.

5

10

15

20

25

30

Dans l'exemple d'application qui est donné ciaprès, et qui correspond au cas de la publiphonie cité dans le préambule, les unités consommées sont des unités téléphoniques et les tailles des zones A et B sont bien évidemment définies ici à des fins d'exemple.

Il est pertinent de considérer une zone A de 168 bits et une zone B de 24 bits (24 bits permettent en effet de mémoriser 16 777 215 unités).

La zone B est à son tour dédoublée pour pallier à des problèmes de coupure de courant durant la mise à jour du compteur (cf. figure 1). Ce cas est détaillé dans la suite.

Comme cela a déjà été mentionné la durée d'exploitation du compteur est directement liée au nombre de mises à jour (effacement et écriture). Il est donc impératif de trouver une structure de compteur et un procédé de comptabilisation qui réduise le nombre de mises à jour.

Dans le cadre de l'invention, la mémorisation des unités de communication consommées s'effectue comme suit.

On suppose que la durée d'une communication téléphonique est divisée en plages de temps. La durée d'une plage de temps correspond à un nombre d'unités consommées fixé. Dans cet exemple, le cycle d'enregistrement des unités consommées sont définis par ces plages de temps.

Au début de chaque plage de temps, le nombre d'unités consommées doit être mémorisé dans le module de sécurité.

Ainsi, dans le cas d'une communication nécessitant 13 unités au total et où une plage de temps élémentaire comprend 3 unités, le compteur d'unités au sein du module de sécurité sera mis à jour cinq fois durant la communication et une cinquième fois en fin de communication.

5

10

15

20

25

30

Le procédé de gestion du compteur d'unités se définit par les étapes 10, 20, 30, 40, 50, 60 illustrées par la figure 2A.

Une étape préalable à l'enregistrement des unités consiste à vérifier l'état du compteur (étape 10) détaillée à partir de la figure 2B.

A chaque demande de mémorisation d'unités consommées, le système d'exploitation du module de sécurité gérant le compteur vérifie que le nombre de bits éteints (disponibles) dans la zone A est supérieur ou égal au nombre d'unités à mémoriser (cf. figure 2A).

Dans l'affirmative, si n unités ont été consommées, n bits disponibles dans la zone A sont grillés, (on peut prévoir à titre de variante selon l'application, que n bits disponibles dans la zone A soient grillés pour n paquets d'unités consommées).

Cette opération ne nécessite aucun effacement et seule une action d'écriture revient à griller certains bits de la zone A.

Dès que le nombre n d'unités consommées à mémoriser excède le nombre de bits disponibles L restant dans la zone A, on éteint le nombre de bits disponibles L dans la zone A et les unités consommées restantes n-L sont comptabilisées dans la zone B. Une nouvelle valeur codée tenant compte de ces unités restantes est

enregistrée dans la zone B par une opération de mise à jour comme suit :

La nouvelle valeur de la zone B (nombre total d'unités) est égale à la valeur courante de la zone B à laquelle il faut ajouter le nombre de bits grillés dans la zone A (valeur VA) et le nombre n-L d'unités à mémoriser.

5

10

15

20

25

30

La mise à jour de la zone B entraîne une lecture de celle-ci suivie d'un effacement et d'une écriture.

La zone A est quant à elle effacée entièrement (tous les bits sont de nouveau disponibles).

On pourrait prévoir également selon l'invention, dans le cas ou le nombre de bit disponibles dans la zone A est insuffisant, de compléter cette zone A, puis de faire une mise à jour de la zone B en mémorisant comme nouvelle valeur la valeur précédente à laquelle est ajouté le contenu de la zone A, puis d'effacer la zone A et enfin de mémoriser dans la zone A les unités consommées restantes (au lieu de les mémoriser dans la zone B). Cette variante reste bien dans le cadre du principe de l'invention.

Avec ce procédé, bien que la fréquence de mémorisation d'unités consommées soit importante, la fréquence d'effacement des zones A et B est bien plus faible. Il en est de même pour la fréquence d'écriture des différentes emplacements mémoire composant la zone A et par voie de conséquence la zone B.

La fréquence d'effacement et d'écriture des emplacements mémoire composant le compteur d'unités est directement liée d'une part à la dimension de la zone A et d'autre part à la granularité utilisée pour décomposer une communication (on entend par granularité une période élémentaire de communication correspondant à un nombre d'unités prédéterminé par l'opérateur).

On peut noter que pour connaître à tout instant le nombre total d'unités consommées à l'aide du publiphone, il suffit d'ajouter à la valeur courante de la zone B, le nombre de bits grillés de la zone A.

Dans le cadre de l'invention, il est proposé d'utiliser une fonctionnalité supplémentaire pour prolonger la durée de vie du compteur d'unités.

5

10

15

20

25

30

En effet, il est connu qu'un champ de bits est subdivisé en ensembles de huit bits consécutifs appelés octets. Comme il est décrit plus haut, la zone A est effacée aussi fréquemment que la zone B. Cependant, pour des facilités de programmation ou des contraintes liées au composant utilisé, le fait de griller un bit au sein d'un octet peut entraîner un nouveau grillage des bits déjà grillés au sein dudit octet.

Ainsi, un octet appartenant à la zone A peut être plus souvent écrit (c'est à dire, ses bits grillés) qu'un octet composant la zone B. La zone A étant alors plus stressée que la zone B, la durée d'exploitation du compteur est donc directement liée à la capacité de mémorisation de la zone A.

Pour pallier à ce problème, on propose dans le cadre de l'invention de prévoir au sein du compteur d'unités, une zone mémoire supplémentaire dénommée zone C comprenant au moins un emplacement pour mémoriser l'information C1 (cf. figure 1 et figure 5).

Cette variante du procédé est illustrée par la figure 5.

Dans cette variante, l'étape de vérification de l'état du compteur, préalable à l'enregistrement des unités consommées comporte une lecture de la zone C pour vérifier si l'information C1 existe.

Cette information C1 est écrite dès qu'un emplacement mémoire de la zone A ne peut plus être

effacé ou écrit (car il est prévu de manière classique de contrôler la bonne exécution d'une écriture ou d'un effacement de la mémoire). Dans ce cas le système d'exploitation du module de sécurité décide de désactiver la zone A (étape 42) et de ne travailler qu'avec la zone B (étape 80). A chaque demande de mémorisation d'unités consommées la zone B est effacée et réécrite.

5

10

15

20

25

30

Bien évidemment, la capacité de mémorisation de la zone B va à son tour rapidement être détériorée mais le compteur peut continuer à être exploité quelque temps encore.

D'autre part, pour renforcer la sécurité de la gestion du compteur, il est possible d'ajouter un mécanisme permettant de garantir un état cohérent dudit compteur, si une coupure de courant intervient durant l'opération de mémorisation. Il n'est pas pertinent d'envisager une opération d'arrachement du module de sécurité car généralement celui-ci est parfaitement intégré au publiphone. Ceci dit, le cas d'arrachement se gérerait de la même manière.

Dans le cadre de l'invention, pour implanter un tel mécanisme (appelé ci-après mécanisme de recouvrement), la zone B est dotée d'un code de redondance. De plus la zone B est dupliquée (cf. figure 1, 2B, et 3).

La zone SB ainsi définie est utilisée comme sauvegarde de la précédente. Elle est mise à jour avant toute modification de la zone B.

La zone SB contient à tout moment la valeur de la zone B, précédant la dernière mise à jour de la dite zone.

Un octet supplémentaire au sein de la zone C est utilisé pour indiquer si l'opération de mémorisation a

été partiellement ou entièrement effectuée, il s'agit de l'information témoin C2.

Ainsi, en début de traitement d'une demande de mémorisation d'unités, C2 est mémorisée. Elle est effacée une fois que cette même opération de mémorisation est entièrement réalisée. Pour éviter de trop stresser l'octet C2, celui-ci n'est utilisé (écrit puis effacé) que dans le cas où le nombre d'unités à mémoriser est supérieur au nombre de bits encore disponibles dans la zone A.

5

10

15

20

25

30

Dans le cas contraire, l'octet C2 est inutilisé. Parmi les bits disponibles de la zone A, n bits sont allumés. L'opération de mémorisation est terminée. On considère que la perte d'information est minime.

Dans le cas où le nombre de bits disponibles au sein de la zone A est insuffisant, il est impératif d'activer la procédure permettant ultérieurement d'actionner le mécanisme de recouvrement au cas où il y a anomalie.

En effet, si une coupure de courant survient après que la zone B ait été effacée et non à nouveau réécrite, toute l'information du compteur d'unités serait perdue.

On va maintenant détailler l'étape préalable à tout enregistrement de vérification du compteur (figure 2B).

Le système vérifie l'absence du témoin C2 (11).

Si le témoin C2 est absent (12), le système vérifie les champs contenant les codes de redondance.

Si ces champs sont valides (13) on enregistre les n unités consommées.

Si les champs ne sont pas valides (14), il y a détection d'un défaut, arrêt du compteur (et éventuellement une alarme).

Dans le cas ou le témoin existe (15) il y a mise en oeuvre du mécanisme de recouvrement détaillé à partir de la figure.

On va maintenant détailler l'opération de mise à jour de la zone B selon cette variante (cf figure 3).

5

10

15

20

25

30

Comme on peut le voir sur la figure 3 (étapes 51 à 55), le témoin C2 est tout d'abord écrit, la valeur courante par exemple V0 du compteur codée dans la zone B est recopiée dans la zone SB. Puis la zone B est mise à jour (nouvelle valeur V1 égale à la valeur courante à laquelle on ajoute le nombre de bits grillés dans la zone A et les n-L unités restantes à mémoriser). La zone A est ensuite effacée et le témoin C2 est alors effacé pour indiquer que l'opération de mémorisation a été effectuée entièrement avec succès.

Dans la description réalisée, tout se passe normalement, il n'y a pas eu coupure d'alimentation durant l'opération de mémorisation.

A présent, si une coupure est intervenue, l'activation du mécanisme de recouvrement est décrite ci-après (cf. figure 4).

Celui-ci est activé lors de la prochaine demande de mémorisation que le nombre de bits disponible au sein de la zone A soit suffisant ou non pour mémoriser les n unités.

Si le témoin C2 est allumé alors avant de mémoriser les unités consommées, le mécanisme de recouvrement est actionné par le système d'exploitation du module de sécurité.

Plusieurs cas se présentent. En effet la coupure a pu intervenir durant la mise à jour de la zone SB (cas 1), durant la mise à jour de la zone B (cas 2), durant l'effacement de la zone A (cas 3) ou entre ledites mises à jour (cas 4 et cas 5).

La procédure de recouvrement doit être distincte en fonction des différents cas listés précédemment.

Dans le cas où la zone SB n'a pu être correctement mise à jour (cas 1), le code de redondance SCR de celle-ci n'est pas conforme. La valeur contenue V0 dans la zone B est alors recopiée dans la zone SB, la zone B est ensuite mise à jour (nouvelle valeur V1 égale à la valeur courante V0 de la zone B à laquelle il faut ajouter le nombre de bits grillés dans la zone A valeur VA). Seul le nombre d'unités n-L qui devaient être mémorisé lors de la mémorisation interrompue est perdu.

• 5

10

15

25

30

La zone A est alors effacée et le témoin C2 également.

Dans le cas où la zone SB a été correctement mise à jour mais la zone B ne l'a pas été correctement (cas 2), le code de redondance SCR de la zone SB est correct. Par contre, celui CR de la zone B est incorrect.

La zone B est alors mise à jour comme suit :

La nouvelle valeur V1 de la zone B est égale à la valeur V0 de la zone SB à laquelle on ajoute le nombre de bits grillés dans la zone A c'est à dire une valeur VA, V1 = V0 + VA.

Dans ce cas comme dans le précédent, la seule information perdue correspond au nombre n-L unités restantes qui devait être mémorisé durant la mémorisation interrompue. La zone A est alors effacée et le témoin C2 également.

En examinant seulement les codes de redondance de la zone SB et de la zone B, il est impossible de savoir si la coupure de courant a eu lieu entre la mise à jour des zones SB et B (cas 4) ou après la mise à jour de ces deux zones (cas 5). En effet dans ces deux cas les codes de redondance sont tous les deux corrects.

Pour distinguer les cas 4 et 5, le système d'exploitation du module de sécurité compare les valeurs des zones SB et B : V(SB) = V(B) ? :

Si la zone SB contient la même valeur que la zone B alors la coupure d'alimentation a dû avoir lieu entre la mise à jour des zones SB et B (cas 4). Le traitement du mécanisme de recouvrement est alors identique à celui détaillé précédemment (cas 2).

Dans le cas contraire, la zone B a donc dû être correctement mise à jour (cas 5). Il faut alors effacer la zone A et le témoin C2. Aucune information n'a été perdue dans ce cas.

Il reste à traiter le cas où la coupure de courant a eu lieu durant l'effacement de la zone A (cas 3). Ce cas est similaire au cas précédent (cas 5).

Une fois que le mécanisme de recouvrement a été exécuté, les n unités à mémoriser le sont conformément à la description de l'invention réalisée précédemment.

15

5

REVENDICATIONS

1. Procédé de gestion sécurisée d'un compteur d'unités dans une mémoire programmable et effaçable électriquement, selon lequel on enregistre un nombre d'unités consommées par des utilisateurs au moyen du compteur, caractérisé en ce qu'il consiste à décomposer le compteur d'unités en au moins deux zones mémoires (A, B), une première zone (A) dans laquelle on mémorise au moins un bit par au moins une unité consommée et une deuxième zone (B) dans laquelle on mémorise la valeur correspondant au cumul d'unités consommées, la deuxième zone n'étant mise à jour que lorsque le nombre d'unités consommées dépasse ou atteint le nombre de bits non mémorisé dans la première zone.

5

10

25

- 2. Procédé de gestion d'un compteur selon la revendication 1, caractérisé en ce que les unités consommées sont enregistrées dans la première zone de manière cyclique.
- 3. Procédé de gestion selon les revendications 1 et
 2, caractérisé en ce qu'une opération d'enregistrement
 de n unités consommées comprend les étapes suivantes :
 - lecture du contenu de la première zone (A) et comparaison du nombre de bits (L) non mémorisés de la zone (A) au nombre d'unités (n) consommées à enregistrer,
 - si ce nombre de bits non mémorisés (L) est supérieur ou égal au nombre d'unités (n) à enregistrer, on mémorise les (n) bits correspondant dans ladite zone (A),

- si ce nombre (L) est inférieur, on mémorise (L) bits dans la première zone (A) et on enregistre les (n-L) unités restantes dans la deuxième zone (B) en effectuant une opération de mise à jour de cette zone et la première zone (A) est effacée.

4. Procédé de gestion selon l'une quelconque des revendications 1 à 4 caractérisé en ce qu'une opération de mise à jour de la deuxième zone (B) comprend une étape d'écriture dans cette zone d'une nouvelle valeur de compteur codée égale à la valeur courante à laquelle on ajoute le nombre de bits mémorisés de la première zone (A) et les (n-L) unités restantes consommées à mémoriser.

15

5

10

5. Procédé de gestion selon la revendication 4 caractérisé en ce que la mise à jour comprend une étape préalable d'enregistrement d'une information témoin (C2) signifiant qu'une mise à jour est en cours.

20

- 6. Procédé de gestion selon l'une quelconque des revendications précédentes caractérisé en ce que le compteur d'unité comporte une zone de sauvegarde (SB) de la deuxième zone (B) et en ce que ces deux zones comportent chacune un champs pour l'enregistrement d'un code de redondance (CR, SCR) pour la vérification de l'intégrité du contenu de ces deux zones.
- 7. Procédé de gestion selon les revendications 4 et 5, caractérisé en ce qu'une opération d'enregistrement de n unités consommées comprend en outre une étape préalable de vérification de l'état du compteur comprenant les opérations suivantes :

- vérification de l'absence de l'information témoin d'une mise à jour en cours :

- dans le cas où l'information témoin est bien absente :
- vérification de la validité des champs contenant les codes de redondances :

5

10

- . dans le cas où les champs sont valides :
 - enregistrement des n unités;
- . dans le cas où les champs ne sont pas valides:
 - détection d'un défaut et arrêt du compteur.
- dans le cas où l'information témoin est présente:
- activation de l'opération de recouvrement pour rétablir l'intégrité des contenus du compteur.
 - 8. Procédé de gestion selon les revendications 6 et 7, caractérisé en ce qu'une opération de mise à jour de la deuxième zone (B) comporte alors les étapes suivantes:
 - enregistrement de l'information témoin (C2),
 - recopie dans la zone de sauvegarde (SB) de la valeur (VO) du compteur codée de la deuxième zone (B),
- 25 enregistrement de la nouvelle valeur du compteur codée dans la deuxième zone (B),
 - effacement de l'information témoin (C2),
- 9. Procédé de gestion selon la revendication 8,
 30 caractérisé en ce que l'opération de recouvrement
 consiste à déterminer à quelle étape s'est produite
 l'anomalie, puis à opérer selon le cas déterminé, les
 étapes de mise à jour de la zone de sauvegarde (SB)

et/ou de la deuxième zone (B) et/ou de la première zone (A).

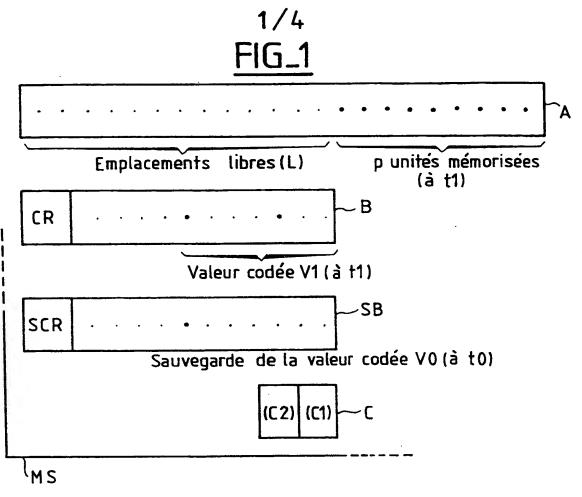
- 10. Procédé de gestion selon la revendication 9, caractérisé en ce que la détermination de l'étape à laquelle s'est produite l'anomalie consiste à lire le contenu de chacune des zones pour savoir si l'anomalie s'est produite pendant la mise à jour de la zone de sauvegarde (SB) cas 1, pendant la mise à jour de la deuxième zone (B) cas 2, pendant l'effacement de la première zone (A) cas 3, entre la mise à jour de la deuxième zone (B) et la zone de sauvegarde (SB) cas 4, après la mise à jour de ces deux zones cas 5,
 - . dans le cas 1 à :

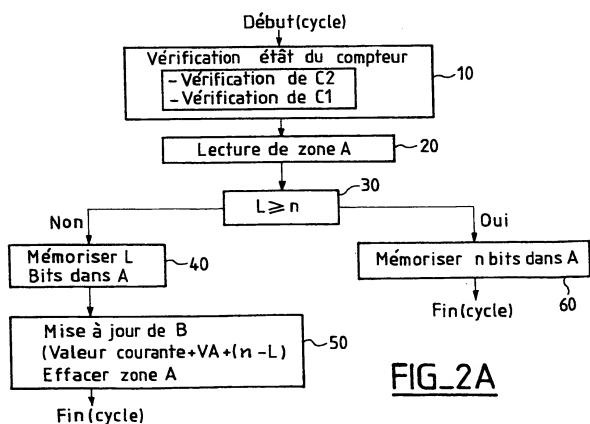
5

10

- recopier la valeur contenue dans la deuxième zone (B) dans la zone de sauvegarde (SB),
 - deuxième zone (B) en - mettre à jour la nouvelle valeur égale qui est enregistrant la l'ancienne à laquelle on ajoute le contenu de la première zone (A),
 - effacer la première zone (A),
 - effacer l'information témoin (C2) ;
 - . dans le cas 2 à :
- recopier dans la deuxième zone (B) la valeur contenue dans la zone de sauvegarde (SB) en rajoutant la valeur contenue dans la première zone (A),
 - effacer la première zone (A),
 - effacer l'information témoin (C2);
 - . dans le cas 3 à :
- 30 effacer le contenu de la première zone (A),
 - effacer l'information témoin (C2);
 - . dans le cas 4 à :
 - mettre en oeuvre les étapes selon le cas 2 ;
 - . dans le cas 5 à :

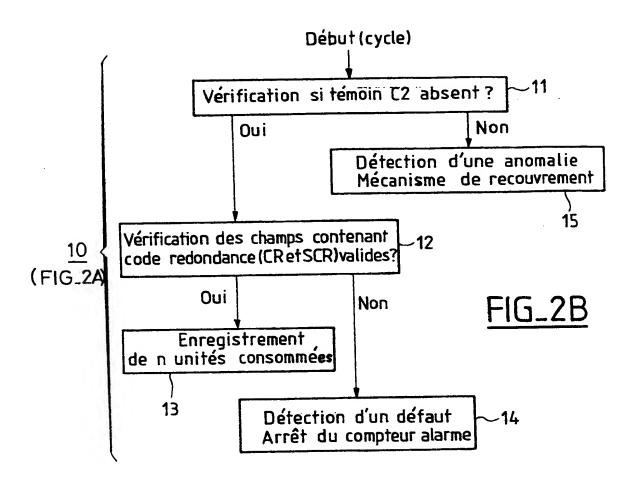
- mettre en oeuvre les étapes selon le cas 3.
- 11. Procédé de gestion selon l'une quelconque des revendications précédentes, caractérisé en ce qu'il l'étape d'enregistrement d'une information 5 significative (C1) d'une défaillance en lecture ou en écriture de la première zone (A) désactivant ladite zone lorsqu'il n'a pas été possible de lire ou d'écrire cette zone, une étape de lecture de cette chaque nouveau cycle, les unités 10 information à étant alors directement enregistrées consommées manière codée par une opération de mise à jour de la deuxième zone (B).
- 12. Procédé de gestion selon la revendication 5 et 15 11, caractérisé en ce revendication l'information témoin (C2) d'une mise à jour en cours et l'information significative d'une défaillance (C1) en lecture et en écriture de la première zone sont une troisième zone (C) dans 20 enregistrées compteur.
- 13. Module de sécurité (MS) mettant en oeuvre le procédé selon l'une quelconques des revendications 25 précédentes.
- 14. Module de sécurité selon la revendication 13, caractérisé en ce qu'il est implanté dans un terminal gérant des unités consommées, notamment un terminal de 30 téléphonie.

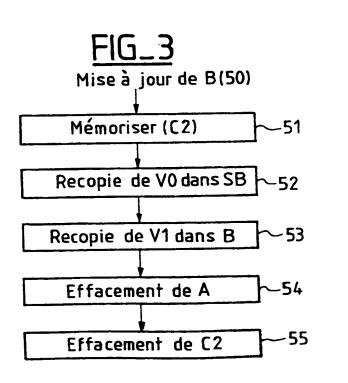




THIS PAGE BLANK (USPTO)

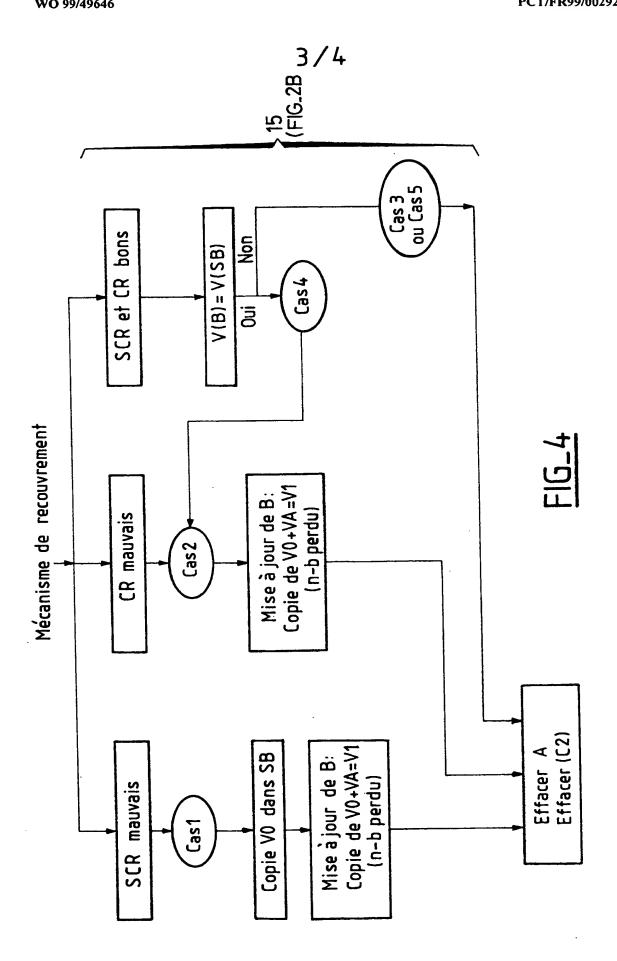
2/4





THIS PAGE BLANK (USPTO)

PCT/FR99/00292



THIS PAGE BLANK (USPTO)

4/4

FIG_5 Début (cycle) Vérification état compteur Non - vérification de C2 10 verification de C1 C1 présent? Lecture de zone A Oui Enregistrement des n Non L≥n 30 unités sous forme codée dans B (mise à jourde B) Oui Mémoriser n bits dans zone A Fin(cycle) Enregistrement Non réussi Oui Fin Désactivation zone A (cycle) Mise à jour de B -50 Effacer zone A Fin(cycle)

THIS PAGE BLANK (USPTO)

A. CLASSII IPC 6	FICATION OF SUBJECT MATTER H04M17/00 H04M17/02 G07F7/10		,			
	the second secon	ion and IPC				
	International Patent Classification (IPC) or to both national classificat	ion and ii O				
	SEARCHED currentation searched (classification system followed by classification	n symbols)				
IPC 6		,				
Documentat	tion searched other than minimum documentation to the extent that su	ch documents are included in the fields sea	arched			
Electronic d	ata base consulted during the international search (name of data bas	e and, where practical, search terms used)				
C. DOCUM	ENTS CONSIDERED TO BE RELEVANT					
Category °	Citation of document, with indication, where appropriate, of the rele	vant passages	Relevant to claim No.			
Α	EP 0 626 664 A (GEMPLUS CARD INT) 30 November 1994		1-14			
	see column 1, line 54 - column 2, see claim 1	line 11				
А	EP 0 781 065 A (ALCATEL MOBILE CO FRANCE) 25 June 1997	MM	1-14			
:	see abstract					
A	US 4 887 234 A (IIJIMA YASUO) 12 December 1989		1-14			
	see the whole document					
A	EP 0 368 752 A (BULL CP8) 16 May see the whole document	1990	1-14			
Fur	ther documents are listed in the continuation of box C.	X Patent family members are listed	in annex.			
2 Special o	ategories of cited documents :					
"A" docum	nent defining the general state of the art which is not identically identified to be of particular relevance	"T" later document published after the inte or priority date and not in conflict with cited to understand the principle or th invention	the application but			
"E" earlier filing	document but published on or after the international date	"X" document of particular relevance; the cannot be considered novel or canno involve an inventive step when the do	t be considered to			
which citation	nent which may throw doubts on priority claim(s) or his cited to establish the publication date of another on or other special reason (as specified)	"Y" document of particular relevance; the cannot be considered to involve an indocument is combined with one or me	claimed invention iventive step when the			
"P" docun	nent referring to an oral disclosure, use, exhibition or r means nent published prior to the international filing date but	ments, such combination being obvious in the art. "&" document member of the same patent	us to a person skilled			
	than the priority date claimed e actual completion of the international search	Date of mailing of the international se				
	18 March 1999	26/03/1999				
	mailing address of the ISA	Authorized officer				
	European Patent Office, P.B. 5818 Patentlaan 2 NL - 2280 HV Rijswijk					
	Tel. (+31-70) 340-2040, Tx. 31 651 epo nl, Fax: (+31-70) 340-3016 Montalbano, F					



ational Application No						
FR/FR	99/00292					

				1-1711	99/00292
Patent document cited in search repo	rt	Publication date		Patent family member(s)	Publication date
EP 0626664	A	30-11-1994	FR	27 04 704 A	04-11-1994
2. 0020001	• •	00 11 133 .	DÈ	69400549 D	24-10-1996
			DE	69400549 T	30-01-1997
			ES	2092867 T	01-12-1996
			ĴΡ	7073281 A	17-03-1995
			SG	48143 A	17-04-1998
			US	5687398 A	11-11-1997
EP 0781065	Α	25-06-1997	FR	2742959 A	27-06-1997
			AU	7414796 A	26-06-1997
			CA	2193712 A	22-06 - 1997
			JP	9187081 A	15-07-1997
US 4887234	Α	12-12-1989	JP	62159295 A	15-07-1987
			JP	62128388 A	10-06-1987
			JP	62128390 A	10-06-1987
			DE	3635409 A	04-06-1987
			FR	2591008 A	05-06-1987
EP 0368752	Α	16-05-1990	FR	2638868 A	11-05-1990
			ΑT	164249 T	15-04-1998
			CA	2002349 A,C	09-05-1990
			DE	68928608 D	23-04-1998
			DE	68928608 T	16-07-1998
			DK	165390 A	22-08-1990
			ES	2114852 T	16-06-1998
			WO	9005347 A	17-05-1990
			JP	7048178 B	24-05-1995
			JP	3500827 T	21-02-1991
			NO	300438 B	26-05-1997
			US	5434999 A	18-07-1995

A. CLASSE	MENT DE L'OBJET DE LA DEMANDE H04M17/00 H04M17/02 G07F7/10		
CIB 6	H04M17/00 H04M17/02 G07F7/10		
		on nationale et la CIR	
	sification internationale des brevets (CIB) ou à la fois selon la classificat ES SUR LESQUELS LA RECHERCHE A PORTÉ	on nationale et la Old	
B. DOMAIN Documentati	ion minimale consultée (système de dassification suivi des symboles de	classement)	
CIB 6	HO4M G07F		
Documentat	ion consultée autre que la documentation minimale dans la mesure où c	es documents relèvent des domaines su	r lesquels a porté la recherche
Base de dor	nnées électronique consultée au cours de la recherche internationale (no	m de la base de données, et si réalisabl	e, termes de recherche utilisés)
C. DOCUM	ENTS CONSIDERES COMME PERTINENTS		no, des revendications visées
Catégorie °	Identification des documents cités, avec, le cas échéant, l'indication d	es passages perinents	no. des revendications visees
Α	EP 0 626 664 A (GEMPLUS CARD INT) 30 novembre 1994	-	1-14
	voir colonne 1, ligne 54 - colonne	2,	
	ligne 11 voir revendication 1		
Α	EP 0 781 065 A (ALCATEL MOBILE COM	M	1-14
	FRANCE) 25 juin 1997 voir abrégé		
A	US 4 887 234 A (IIJIMA YASUO)		1-14
	12 décembre 1989 voir le document en entier		
A	EP 0 368 752 A (BULL CP8) 16 mai 1	990	1-14
	voir le document en entier		
☐ vo	ir la suite du cadre C pour la fin de la liste des documents	X Les documents de familles de bi	evets sont indiqués en annexe
° Catégori	es spéciales de documents cités:	" document ultérieur publié après la dat	e de dépôt international ou la
"A" docur	nent définissant l'état général de la technique, non idéré comme particulièrement pertinent	date de priorité et n'appartenenant p technique pertinent, mais cité pour c ou la théorie constituant la base de l	omprendre le principe
"E" docur		du la meone consintant la bass de la considérée comme nouvelle ou	l'invention revendiquée ne peut
TI T docur	nont nouvent jeter un doute sur une revendication de	inventive par rapport au document c	onsidéré isolément l'inven tion revendiquée
autr	e cilation ou pour une raison spéciale (telle qu'indiquée) ment se référant à une divulgation orale, à un usage, à	ne peut être considérée comme imp lorsque le document est associé à u	liquant une activité inventive n ou plusieurs autres
une	exposition ou tous autres moyens ment publié avant la date de dépôt international, mais	documents de même nature, cette o pour une personne du métier	
post	térieurement à la date de priorité revendiquée quelle la recherche internationale a été effectivement achevée	S" document qui fait partie de la même f Date d'expédition du présent rappor	
Date a lac	18 mars 1999	26/03/1999	
Nom et e	dresse postale de l'administration chargée de la recherche internationale	Fonctionnaire autorisé	
140111 61 61	Office Européen des Brevets, P.B. 5818 Patentlaan 2 NL - 2280 HV Rijswijk	1	
	Tel. (+31-70) 340-2040, Tx. 31 651 epo nl, Fax: (+31-70) 340-3016	Montalbano, F	

RAPPORT DE RI Renseignements relatifs aux me

ERCHE INTERNATIONALE s de familles de brevets

[e	Internationale No
Por/F	R 99/00292

Document brevet cité au rapport de recherci		Date de publication		embre(s) de la ille de brevet(s)	Date de publication
EP 0626664	А	30-11-1994	FR DE DE ES JP	2704704 A 69400549 D 69400549 T 2092867 T 7073281 A	04-11-1994 24-10-1996 30-01-1997 01-12-1996 17-03-1995
			SG US	48143 A 5687398 A	17-04-1998 11-11-1997
EP 0781065	A	25-06-1997	FR AU CA JP	2742959 A 7414796 A 2193712 A 9187081 A	27-06-1997 26-06-1997 22-06-1997 15-07-1997
US 4887234	A	12-12-1989	JP JP JP DE FR	62159295 A 62128388 A 62128390 A 3635409 A 2591008 A	15-07-1987 10-06-1987 10-06-1987 04-06-1987 05-06-1987
EP 0368752	A	16-05-1990	FR AT CA DE DK ES WO JP NO US	2638868 A 164249 T 2002349 A,C 68928608 D 68928608 T 165390 A 2114852 T 9005347 A 7048178 B 3500827 T 300438 B 5434999 A	11-05-1990 15-04-1998 09-05-1990 23-04-1998 16-07-1998 22-08-1990 16-06-1998 17-05-1990 24-05-1995 21-02-1991 26-05-1997 18-07-1995